



SOLIFONDS



Le gouvernement de l'Algérie continue de violer les droits humains en toute impunité !

D'après un groupe des syndicalistes indépendants algériens qui assiste cette année à Genève à la Conférence internationale du travail, il est grand temps de mettre enfin la pression sur le gouvernement algérien pour stopper les violations brutales des droits humains des travailleurs-ses qui cherchent à exercer leur droit à rejoindre et à former des syndicats indépendants.

Le 16 mai dernier, le gouvernement a révoqué le statut légal du syndicat de l'énergie SNATEG, en violation des normes internationales et des lois algériennes. Le SNATEG s'est fortement impliqué dans la contestation des pratiques anti-syndicales de la compagnie nationale de l'énergie SONELGAZ. En représailles des actions syndicales pacifiques qui se sont tenues en mars et avril 2017, 93 syndicalistes ont vu leurs contrats de travail suspendus et 663 sont menacés d'actions punitives en justice. Le président du SNATEG, Raouf Mellal a été suspendu et condamné à six mois ferme de prison pour avoir dénoncé la corruption et la fraude massive organisée par SONELGAZ qui surévaluait les factures d'énergie de huit millions d'Algérien-ne-s pendant près d'une décennie.

En 2013, la Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA) a soumis une demande formelle d'enregistrement mais, jusqu'à présent, elle n'a toujours pas obtenu de reconnaissance formelle du gouvernement. D'après la loi algérienne, une telle procédure ne doit pas prendre plus de 30 jours.

En 2001, le SNAPAP a été obligé de déposer une plainte devant l'Organisation internationale du travail (OIT). En 2012, cinq syndicats autonomes ont rejoint la plainte du SNAPAP. Cette procédure est toujours en cours.

Après chaque conférence internationale du travail, le syndicat fait état d'une répression continue et est chaque fois victime d'une pression plus grande exercée par le gouvernement.

Pour les syndicalistes et leurs soutiens internationaux, l'OIT doit faire un suivi efficace de ses délibérations et décisions afin de s'assurer que le gouvernement algérien soit obligé de permettre aux travailleurs-ses d'exercer leurs droits fondamentaux – tâche pour laquelle l'OIT a été créée.

Nous demandons :

- l'enregistrement et la reconnaissance officielle de la CGATA et de toutes les organisations syndicales indépendantes ;
- la réintégration de tous les syndicalistes licenciés et suspendus à cause de leur engagement syndical et l'abandon de toutes les poursuites judiciaires ;
- le rétablissement de l'enregistrement du SNATEG,
- l'implication et le suivi efficace de l'OIT.

Conférence de presse le 13 juin au Club suisse de la presse, Route de Ferney 106, Genève, à partir de 10h avec :

- *Rachid Malaoui, président CGATA (Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie),*
- *Nabil Driouche, membre du bureau national du SNATEG (Syndicat national des travailleurs de l'électricité et du gaz)*
- *Yamina Maghraoui, Présidente du Comité de femmes du SNAPAP (Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique).*

Rassemblement de solidarité avec les syndicalistes indépendants algériens le 13 juin sur la Place des Nations, Genève, entre 13h et 14h.